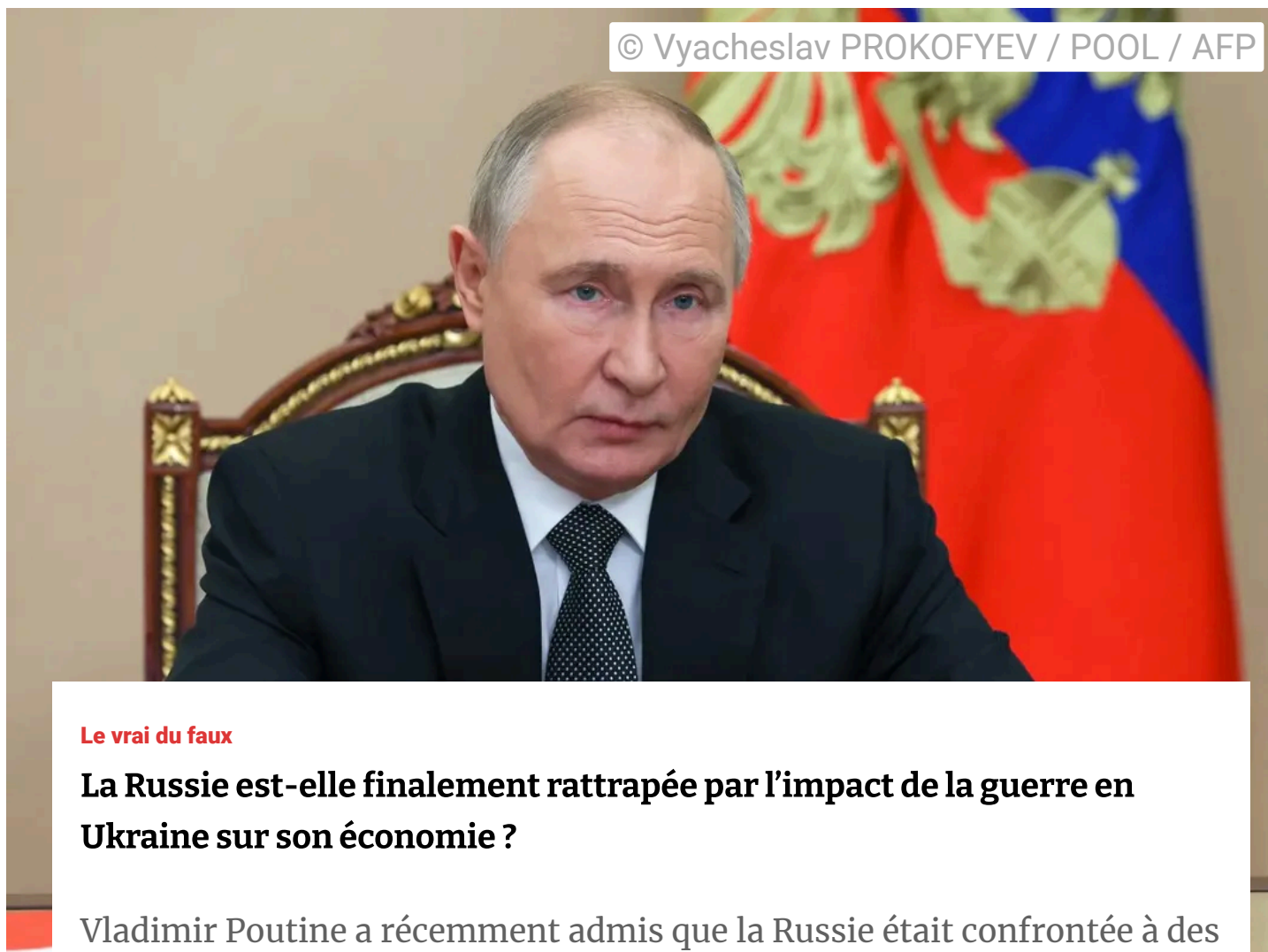


Le président russe Vladimir Poutine préside une réunion du Conseil de sécurité par vidéoconférence à Moscou, le 8 novembre 2024.

© Vyacheslav PROKOFYEV / POOL / AFP



Le vrai du faux

La Russie est-elle finalement rattrapée par l'impact de la guerre en Ukraine sur son économie ?

Vladimir Poutine a récemment admis que la Russie était confrontée à des « difficultés » économiques alors que les taux d'intérêt montent en flèche.

Atlantico : [Vladimir Poutine a récemment admis que la Russie était confrontée à des « difficultés » économiques alors que les taux d'intérêt montent en flèche. La Banque centrale russe a relevé son taux d'intérêt directeur à un niveau record de 21 %. La Russie est-elle finalement rattrapée par l'impact de la guerre en Ukraine sur son économie ?](#)

Jean-Marc Siroën : La guerre en Ukraine a toujours eu un impact sur la Russie même si au début, en 2022, la flambée des prix énergétiques, des réserves monétaires abondantes (mais bloquées pour moitié dans les banques étrangères) et l'habileté de la gouverneure de la Banque centrale russe, Elvira Nabiullina (toujours en poste), ont pu laisser croire que cet

impact serait... positif. Les Russes n'étaient-ils pas devenus maîtres dans l'art de contourner les sanctions avec la complicité de certains pays du Sud Global (Inde, Chine, Turquie,...) qui y voyaient leur intérêt économique (achats de gaz et de pétrole bradé) et géopolitique (afficher sa distance par rapport à l'Occident). Mais ces manœuvres ne peuvent pas exonérer durablement des effets négatifs sur l'économie. Si on peut prélever un certain temps les pièces détachées d'avions dans les stocks existants, que faire quand ils sont épuisés ? De son côté, la chute du prix des produits énergétiques a pesé sur la balance commerciale. En déclenchant un conflit militaire plus long que prévu, Poutine a fait entrer son pays dans une économie de guerre avec des effets qui ont été amplifiés par les sanctions.

Une économie de guerre est une économie où la population doit sacrifier une part de son bien-être pour une cause « supérieure » (selon Poutine) : la victoire. C'est le cas aujourd'hui en Russie.

Les sanctions contre la Russie, la pénurie de main-d'œuvre et la fuite des cerveaux ont-elles contribué, sur le long cours, aux turbulences économiques et à l'inflation à 8,6 % rencontrées récemment dans le pays ?

Ce sont justement les caractéristiques d'une économie de guerre telles qu'on a pu les observer dans les guerres du XXe siècle. Dans une telle situation, une partie de la main-d'œuvre est mobilisée soit sur le front, soit dans l'industrie militaire ce qui crée une pénurie dans les activités civiles. Il en est de même des matières premières comme l'acier, le cuivre et l'aluminium réorientées vers l'industrie militaire, des chars plutôt que des automobiles.

L'expansion du secteur militaire se réalise ainsi au détriment des produits courants et des biens d'investissement. Le secteur civil souffre d'une pénurie de main-d'œuvre, de matières premières, de composants, de pièces détachées, etc. Les sanctions et la fuite des cerveaux qui fuient la guerre et la répression, aggravent ce phénomène. En termes macroéconomiques cela signifie une offre insuffisante pour satisfaire la demande sans que les importations puissent combler l'écart. Pour résoudre ce problème il existe deux

solutions : le rationnement qui n'a pas laissé que de bons souvenirs en Russie, ou l'inflation. C'est ce qui se passe aujourd'hui.

La Russie dispose-t-elle de leviers ou de moyens pour faire face à ces difficultés économiques ? Le fait que le FMI ait relevé ce mois-ci son estimation de la croissance du PIB du pays pour 2024 de 3,2 % à 3,6 % est-il porteur d'espoir pour la Russie ? Est-ce un signe en trompe-l'œil uniquement lié aux dépenses militaires très importantes ?

C'est une autre caractéristique des économies de guerre : elles connaissent, en général un sursaut de croissance. Aux Etats-Unis, c'est moins le New Deal de Roosevelt qui a relancé la croissance et résorbé le chômage que la guerre. C'est aussi le cas aujourd'hui en Russie et ce sont bien les dépenses militaires qui en sont la cause. Est-ce porteur d'espoir ? Pas du tout, au contraire. Non seulement parce que la population n'en profite pas mais aussi parce qu'une fois la guerre terminée, le retour à une économie « normale » sera loin d'être évident. Qui prendra le relais du militaire alors même que les investissements et les infrastructures auront été négligés et que le pouvoir d'achat des consommateurs aura été rogné par l'inflation et les impôts ?

Selon Vladimir Poutine, « des difficultés et des déséquilibres subsistent dans l'économie. Ils sont principalement causés par les conditions difficiles dans lesquelles nous construisons notre potentiel industriel, agricole et financier ». La Russie va-t-elle devoir resserrer sa politique monétaire comme le préconise la gouverneure de la Banque centrale, Elvira Nabiullina, et repenser sa politique industrielle, agricole et financière ?

« Situation difficile » ? Même si c'est un euphémisme on peut saluer ce début de lucidité de la part d'une personne qui en manque souvent. Durcir la politique monétaire pour maîtriser l'inflation n'a pas grand sens car celle-ci n'est pas due, pour l'instant du moins, à un excès de monnaie en circulation mais à un déséquilibre entre l'offre et la demande de biens. D'autre part, la hausse des taux d'intérêt pèse sur l'investissement, donc sur la production future. Cette politique aurait peut-être un sens si la Russie devait s'endetter à l'étranger mais, même avec des taux d'intérêt élevés, il n'y a pas grand monde qui peut (à cause des sanctions) ou qui veut (désaffection des marchés financiers) prêter à la Russie. Le plus logique, du point de vue russe, serait d'augmenter les impôts à la fois pour limiter le déficit public qui tend à s'accroître et pour contenir la demande et donc l'inflation. Mais Poutine osera-t-il mettre en œuvre une politique aussi impopulaire ?